

Rôle de la Section S&R

La section Stabilisation et Relèvement (S&R) appuie la Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général (RSASG), Coordonnatrice Résidente (CR) et Coordonnatrice Humanitaire (CH) dans ses fonctions de pilotage de la contribution des Nations Unies aux efforts de reconstruction au Mali.

S&R promeut les synergies entre la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les autres partenaires internationaux, en faveur des communautés les plus touchées par le conflit, notamment au nord et au centre du Mali.

Avec ce bulletin mensuel, nous restituons les plus récentes avancées et activités au nord du Mali en termes de stabilisation et de relèvement. Le public visé rassemble les principaux partenaires de la section dont les composantes militaires et civiles de la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les partenaires internationaux.

Pour plus d'informations :

Gabriel Gelin, Spécialiste de l'Information
(section S&R) - gelin@un.org

- Retraite 2017 des PTF
- Kidal : nouveau Centre des Organisations de la Société Civile (QIPs)
- Fonds Fiduciaires : formations pour des entités découlant de l'Accord de Paix
- Culture : conférence internationale à Bamako
- Nouveaux projets lancés dans les régions du nord

Chiffres clés

Projets à impact rapide (QIPs) : 221 projets finalisés et 42 en cours sur un budget de 11,9 millions USD (263 projets au total depuis 2013)

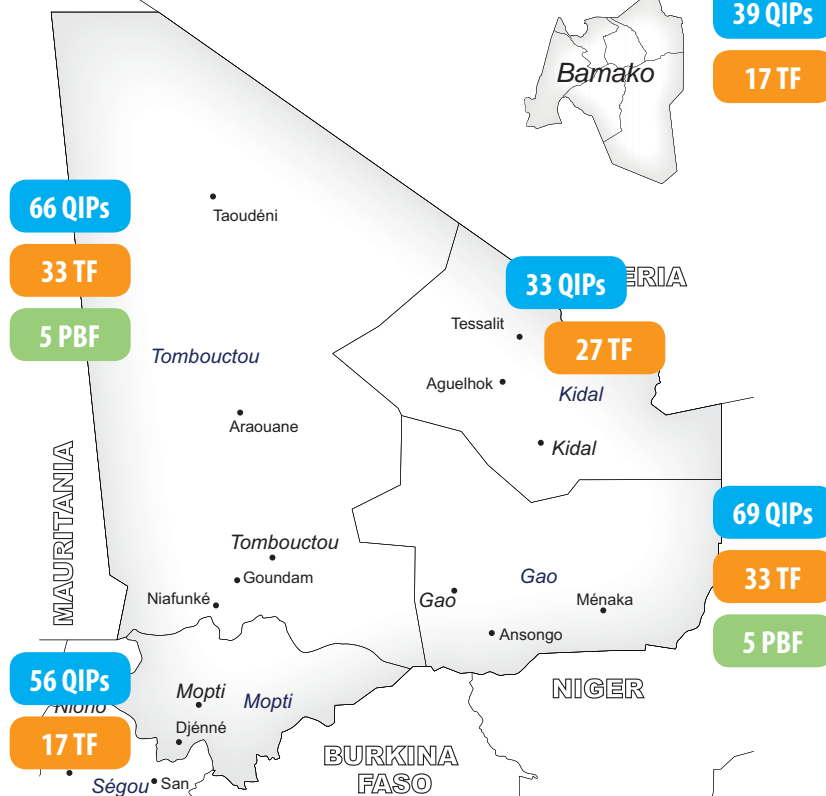
Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) : 5 projets démarrés en 2015 sur 18 mois et pour un budget de 12.106.353 USD (3 projets prolongés)

Fonds Fiduciaire (TF) : 24 projets finalisés et 58 projets en cours sur 86 projets approuvés pour un coût de 22.733.835 USD sur un budget de 31.330.367 USD (contributeurs : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Irlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Turquie et UN DOCO)

Aperçu global depuis 2013

Nombre de projets par région

Au 30 mars 2017



Secteurs

QIPs Projets à impact rapide

Sécurité / Justice / Infrastructures publiques / Agriculture / Santé / Information publique / Education / Eau / Artisanat / Culture / Sports / Gestion de Conflit / Gestion des déchets / Droits de l'Homme

TF Fonds Fiduciaire

Pourparlers de paix / Elections / Sensibilisation / Genre / DDR / Cantonnement / Etat de droit et justice / Retour de l'autorité de l'Etat / Contrôle des frontières / Réhabilitation et réintégration des prisonniers / Contrôle des armes / Sécurité / Santé / Electricité / Responsabilité internationale / Eau et Assainissement / Cohésion sociale / Education / Relèvement économique

PBF Fonds pour la Consolidation de la Paix

Education / Appui socio-économique / Réintégration des Déplacés / Justice / Cantonnement

Coordination des bailleurs et partenariats

1. La section S&R a participé le 2 mars à la **retraite des PTF**, rassemblant tous les chefs d'agences de coopération bilatérales et multilatérale, la MINUSMA et les agences NU ayant un rôle de chef de file sectoriel dont le PNUD, le FNUAP, OCHA, le PAM et ONUFEMMES. Ce fut une opportunité de passer en revue les messages clés pour le dialogue politique avec le Gouvernement du Mali et d'explorer les modalités pour une meilleure planification au nord du Mali. Les bailleurs ont émis des inquiétudes quant à la capacité du Mali de respecter le calendrier électoral du fait de la volatilité de la situation,

de même au sujet de la tenue de la Conférence d'Entente Nationale. Ils ont aussi fait part de leur impatience concernant la Stratégie pour le nord longtemps attendue, et celle pour le centre. Afin d'améliorer les résultats des actions, les bailleurs ont confié à la Commission Réhabilitation des Zones Post-Conflit (CRZPC) le soin de suivre les initiatives concernant la Gestion de Programme Sensible aux Conflits (GPSC) initiées par la Suisse en 2016. Les PTF vont contribuer au développement exhaustif de programmes clés au nord et fluidifier le partage d'informations.

Culture

1. Du 14 au 15 mars, l'Unité Culture de la MINUSMA a soutenu la **conférence internationale sur les défis de la protection du patrimoine culturel en zones de conflit** organisée par le bureau de l'UNESCO à Bamako, en partenariat avec le Ministère de la Culture. L'objectif était de présenter les résultats du programme de réhabilitation du patrimoine culturel et de sauvegarde des manuscrits anciens, lancé en 2014. Plus de 100 experts de 15 pays dont 25 participants venant des régions du nord, grâce à l'appui logistique de la MINUSMA, ont pu échanger leurs expériences. A cette occasion, l'Unité Culture a dressé le bilan du soutien technique, logistique et financier fourni par la MINUSMA depuis 2013 aux autorités maliennes concernant son mandat de protection du patrimoine culturel dans le cadre

de ce programme. La MINUSMA a été félicitée par les partenaires et représentants des communautés pour ces différents appuis.

En soutien à ce programme, 3 Projets à Impact Rapide ont été financés pour un budget de 87.000 USD. Environ 800 voyages assurés par les vols de la MINUSMA, représentant un coût de plus de 300.000 USD, ont permis la mise en œuvre d'activités comme la reconstruction des 14 mausolées détruits à Tombouctou. Plus de 4 tonnes de matériel fourni par l'UNESCO et d'autres partenaires ont été transportées par la MINUSMA de Bamako vers les régions du nord et ont rendu possible l'équipement des autorités régionales de la culture et celui de 9 librairies de manuscrits anciens à Tombouctou.

Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2mNqd9o> ▼

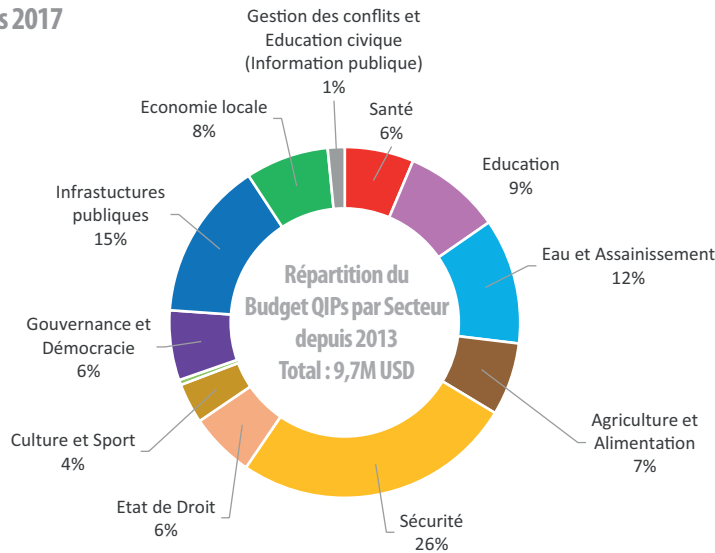


Financés par la MINUSMA, les Projets à Impact Rapide (ou *Quick Impact Projects - QIPs*) sont des microprojets communautaires. Ces projets sont d'un coût maximal de 50.000 dollars US et d'une durée de 6 mois maximum, dans les domaines de la réhabilitation des services et petites infrastructures publiques, la formation et

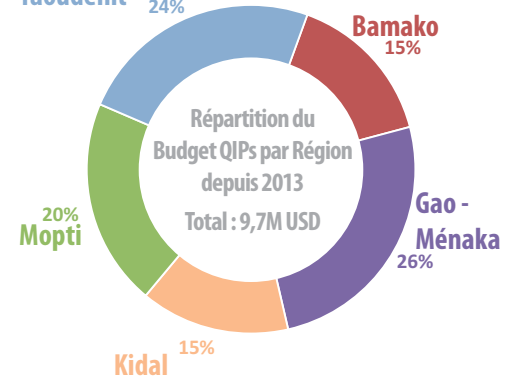
la sensibilisation, la création d'emplois et de revenu. Ils doivent avoir un effet à la fois rapide et durable répondant aux besoins prioritaires de la population et ont pour but d'établir un climat de confiance dans le processus de paix, la Mission et son mandat.

Ces projets bénéficient principalement aux régions du Nord et soutiennent les demandes provenant du gouvernement malien, des ONG internationales et nationales, des agences internationales et de la société civile. Tous les projets sont exécutés à travers des partenaires et entreprises locaux.

Au 30 mars 2017



Tombouctou - Taoudénit



Faits marquants du mois

1. La MINUSMA a procédé le 13 mars dernier à la remise officielle à la société civile de Kidal des **nouveaux locaux du Centre des Organisations de la Société Civile** de la région. La construction et l'équipement de ce dernier ont été financés au travers de 2 QIPs sponsorisés par la Division des Affaires Civiles de la MINUSMA pour un budget total de 75.000 USD. Ce Centre va permettre aux Organisations de la Société Civile de mener à bien leurs activités en faveur des populations locales. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2o30sSa> ►



Projets récemment approuvés

1. Réhabilitation, construction de locaux additionnels et équipement du Centre de Santé Communautaire (CSCOM) de Samba, cercle de Koro (Région de Mopti)

Le principal objectif du projet est de fournir au CSCOM de Samba du matériel médical de base. Le projet va renforcer les capacités opérationnelles du centre de santé communautaire, améliorer les conditions de travail du personnel, et prévoit la réhabilitation du bâtiment principal et la construction d'une clôture, d'un magasin et d'un hangar. Ce projet comprend également la fourniture d'une moto pour la mobilité du personnel de santé.

Partenaire d'exécution : Centre de Santé Communautaire (CSCOM) de Samba
Sponsor MINUSMA : UNPOL
Budget : 25.126,40 USD

2. Dotation des écoles fondamentales publiques de Fafa, Tabankort, Inagar et Tin-Fadimata en mobiliers scolaires (Régions de Gao et Ménaka)

Le projet vient compléter la construction et réhabilitation des écoles concernées, aussi financées par la MINUSMA dans le cadre d'un projet de Réduction des Violences Communautaires (RVC). Il permettra de rendre opérationnelles ces établissements, par la fourniture de mobilier dont 420 tables-bancs. Globalement, ceci concourt à renforcer les capacités des collectivités locales à réouvrir les écoles touchées par la crise de 2012 et à la promotion de l'éducation pour tous.

Partenaire d'exécution : Groupe de Recherche pour l'Amélioration des Initiatives des Populations (GRAIP)
Sponsor MINUSMA : Section Désarmement Démobilisation Réintégration (DDR)
Budget : 48.484,30 USD

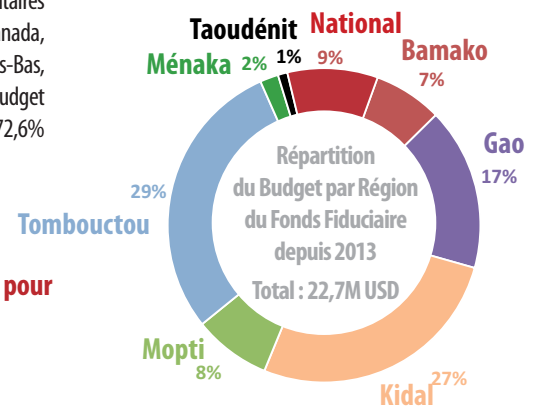
3. Réalisation de 4 forages a motricité humaine dans 4 villages du cercle de Kati (Région de Bamako)

L'objectif de ce projet est de renforcer l'accès à une eau potable de qualité dans 4 villages où 4800 vont en bénéficier. L'initiative va contribuer à la réduction de maladies liées à l'eau.

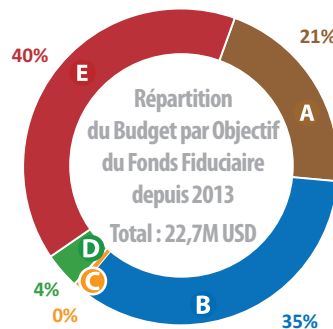
Partenaire d'exécution : ONG TAGNE
Sponsor MINUSMA : Coordination Civilo-Militaire (CIMIC)
Budget : 46.218,52 USD

Le Fonds Fiduciaire des Nations Unies en soutien à la Paix et la Sécurité au Mali a été créé à la demande du Conseil de Sécurité (Résolution 2085 (2012)). Les Etats Membres peuvent apporter des contributions libres d'affectation ou non au Fonds, qui vise à apporter un appui vital aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM), à assister le Gouvernement malien dans ses efforts pour assurer une paix durable, le retour de l'autorité de l'Etat et de l'ordre constitutionnel et à soutenir les cruciales interventions humanitaires et d'aide au développement concourant aux efforts à court et à long-terme de la communauté internationale pour résoudre la crise au Mali.

Ce fonds est soutenu par des contributions volontaires des bailleurs suivants : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Irlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Turquie et UN DOCO. Le budget actuel du fonds avoisine 31,3 millions USD, dont 72,6% sont alloués aux projets existants.



E Efforts immédiats et à long-terme pour résoudre la crise au Mali



A Restauration de l'Ordre Constitutionnel, de l'unité nationale et appui aux élections

B Retour de l'autorité de l'Etat, Etat de Droit et DDR-RSS

D Equipement et appui logistique aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FSDM)

C Renforcement des capacités des Forces de Sécurité Maliennes (FSM)

Faits marquants du mois

1. Dans le cadre du projet du Fonds Fiduciaire « **Appui à l'opérationnalisation de la Commission Nationale du DDR (CNDDR), de la Commission d'Intégration (CI) et du Conseil National de la Réforme du Secteur de la Sécurité (CNRSS)** », le premier atelier de formation de 70 membres de la CNDDR a eu lieu du 6 au 13 mars. Le projet prévoit 2 autres ateliers pour former les membres nommés au sein de la CI et du CNRSS qui seront organisés fin avril. Ceci est rendu possible via la contribution de l'Allemagne pour 113.169 USD.

Atelier de formation des membres de la CNDDR, organisé à Fana en mars 2017

2. Les 9 et 10 mars, la **première formation des formateurs pour les autorités intérimaires** et collèges transitionnels s'est tenue à Bamako dans le cadre d'un projet du Fonds Fiduciaire financé sur la contribution de la Norvège pour 381.588 USD.



3. Courant mars, **3 ateliers de formation pour de potentielles candidates à des élections territoriales** ont eu lieu à Ségou, Mopti et Sikasso, dans le cadre d'un projet du Fonds Fiduciaire financé sur la contribution du Royaume-Uni pour 68.509 USD. Les ateliers ont proposé aux potentielles candidates les connaissances essentielles en matière de mise en œuvre de l'Accord de Paix, de législation et procédures électorales et d'administration territoriale. Avant fin avril, 6 ateliers seront organisés avec le soutien de l'Unité Genre de la MINUSMA et du Cadre de Concertation des Femmes Politiques (CCFP), à Ménaka, Taoudénit, Kayes, Gao, Koulikoro et Tombouctou.

Projets récemment approuvés

1. Le 21 février, un projet divisé en 3 phases et mené par la Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires de la MINUSMA à Tombouctou, a été approuvé par le Comité de Revue de Projets. Courant 2016, un besoin d'appui a été identifié par le Cadre de concertation pour la chaîne pénale. La première phase vise à renforcer le fonctionnement de la **chaîne pénale à Tombouctou**. Elle prévoit la fourniture d'équipement de protection, du matériel de bureau et un appui technique sur la collecte de preuves à destination de la Police, de la Gendarmerie et des acteurs pénitentiaires. La deuxième phase soutiendra la conservation et restauration des archives du

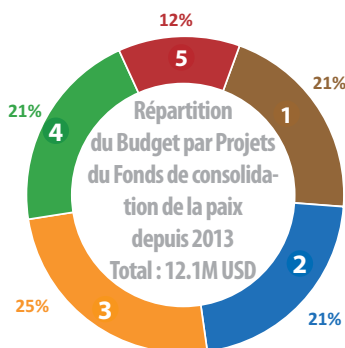
Tribunal de Grande Instance de Tombouctou et sera mise en œuvre par le partenaire local CFOGRAD. Enfin, la phase III menée par l'ONG WILDAF concerne une campagne de sensibilisation afin d'informer les citoyens sur l'organisation et le fonctionnement des mécanismes existants de protection légale, dans le but d'améliorer l'accès à la justice pour la population des 5 Cercles de la région de Tombouctou. Budget : 381.714 USD
Financé via la contribution des Pays-Bas

2. Fourniture de barrières HESCO pour le renforcement de 17 postes de contrôle des FAMAs à Mopti : Ce projet mené par la Coordination Civilo-Militaire de la MINUSMA à Mopti vise à renforcer 17 postes de contrôle des FAMAs dans la région de Mopti afin d'améliorer les efforts du Gouvernement malien dédiés à renforcer les capacités des FAMAs dans la sécurisation de la région. Améliorer les conditions de sécurité contribuera à renforcer la confiance entre la population, les Forces de Défense et de Sécurité maliennes et les autorités. Budget : 259.166 USD
Financé via la contribution du Canada

Face à la crise politique, institutionnelle et sécuritaire qui a profondément déstabilisé le Mali depuis 2012, le Gouvernement malien et le Système des Nations Unies au Mali ont fait appel au Fonds PBF (pour *Peacebuilding Fund*) en vue de soutenir la consolidation de la paix et la réconciliation. Le Gouvernement du Mali a donc soumis une demande d'éligibilité au Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (*PBSO*) le 24 février 2014 qui a été approuvée par le Secrétaire-Général des Nations Unies le 2 avril 2014.

Dans ce contexte, l'intervention du programme PBF au Mali représente pour la première phase un budget cumulatif d'environ 12,4 millions USD dont 12,1 sont alloués à 5 projets menés par des agences onusiennes et la MINUSMA. Un Comité de Pilotage supervise l'ensemble du programme et rassemble le Gouvernement malien, la société civile, les Partenaires Techniques et Financiers et les Nations Unies. Les 0,3 millions USD restants sont alloués à la Cellule d'Appui du Comité de Pilotage. Les 5 projets sont réalisés entre janvier 2015 et juin 2016 et 3 d'entre eux (*) ont bénéficié d'une extension de janvier à mars 2017.

Au 30 février 2017



1 **Projet d'éducation pour la consolidation de la paix au Nord du Mali (*) - UNICEF**

L'agence et ses partenaires mettent en oeuvre une stratégie de scolarisation accélérée en vue d'un accès à l'éducation pour les enfants vulnérables déscolarisés et non scolarisés. Des espaces de dialogues communautaires inclusifs sont aussi instaurés pour une cohésion sociale à l'école, en famille et au sein de la communauté.



4 **Solutions pour la réintégration durable et pacifique des personnes déplacées internes (PDI) et des réfugiés rapatriés dans les régions de Gao et de Tombouctou - OIM, UNHCR**

Ce projet consiste à fournir aux PDI et rapatriés un accès aux services sociaux de base et à renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés locales dans un climat de confiance accrue dans le processus de paix.



2 **Appui au renforcement des capacités de résilience aux conflits des femmes et des jeunes dans les régions de Gao et Tombouctou (*)**

PNUD, ONUDI

Ce projet conjoint porte sur l'accompagnement des processus de réconciliation nationale et de promotion du dialogue en créant des opportunités économiques en faveur des femmes vulnérables et des jeunes à risque.



5 **Programme d'amélioration de l'accès des femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre à la justice et la sécurité dans le processus de consolidation de la paix au Mali (*)**

ONU Femmes, UNFPA, MINUSMA

Les 2 agences et la Mission soutiennent les victimes de VBG en leur facilitant l'accès à la justice et à une prise en charge holistique. Le projet appuie également le renforcement de capacités des services de prise en charge ainsi que du système judiciaire en matière de VBG.



3 **Rétablissement de la confiance par l'appui au processus de cantonnement**

UNOPS

Les opérations renforcent la confiance mutuelle entre les parties signataires de l'accord de paix et favorisent l'apaisement du climat sécuritaire. L'ancrage du processus de désarmement dans le pays passe notamment par le cantonnement des combattants. UNOPS est en charge de la construction et de la gestion de camps prévus à cet effet.